
CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

Accord-cadre

Pour l'installation, l'initialisation, l'administration, la maintenance, la formation, l'hébergement et l'exploitation de Plateformes organisant et diffusant l'information géographique sur la base de l'outil PRODIGE

Référence : CGDD-ECO-ProdigeHeb-AC25

Le présent document comporte 18 pages numérotées de 1 à 18.

Table des matières

Préambule – Définitions	4
Article 1. Caractéristiques principales de l'accord-cadre et des marchés subséquents	5
1.1. Objet de l'accord-cadre	5
1.2. Forme, type et montant de l'accord-cadre.....	5
1.3. Périmètre de l'accord-cadre	5
Article 2. Désignation du coordonnateur	5
Article 3. Durée.....	5
3.1. Durée de l'accord-cadre et délai de réalisation	5
3.2. Durée des marchés subséquents et délai de réalisation	6
Article 4. Procédure de passation	6
Article 5. Lieu d'exécution.....	6
Article 6. Pièces constitutives de l'accord-cadre.....	6
Article 7. Pièces à fournir en cours d'exécution de l'accord-cadre	6
Article 8. Modalités d'exécution des prestations	7
8.1. Représentation des parties	7
8.2. Modalités d'exécution	7
8.2.1 Modalités d'exécution de l'accord-cadre	7
8.2.2 Modalités d'exécution des marchés subséquents	7
8.3. Obligation des co-contractants.....	8
8.3.1. Obligations communes	8
8.3.2. Obligations du Titulaire	8
– Forme juridique de l'attributaire	8
– Confidentialité et mesures de sécurité	8
– Obligation de conseil	9
– Obligations diverses sur changements affectant la société	9
Article 9. Responsabilité du Titulaire	9
Article 10. Protection des données à caractère personnel	10
10.1. Obligations générales de conformité et de confidentialité	10
10.2. Obligations opérationnelles et techniques de protection des données	10
10.3. Documentation et contrôle	11
10.4. Sanctions	11
Article 11. Considérations sociale et environnementale.....	11
11.1. Considération sociale	11
11.2. Clause environnementale	11
Article 12. Modalités d'exécution de l'accord-cadre	12
12.1. Opérations de contrôle	12
12.2. Opération de vérification.....	12
Article 13. Garantie	12
Article 14. Pénalités	12
14.1. Dispositions générales	12
14.2. Pénalités de retard dans l'exécution	12
14.3. Pénalités pour non-respect des engagements environnementaux	13
Article 15. Forme et contenu des prix de l'accord-cadre	13
Article 16. Avance	13
Article 17. Modalités financières	14
17.1. Modalité de facturation	14

17.2.	Comptable assignataire des paiements	14
17.3.	Imputation budgétaire de la dépense	14
Article 18.	Assurance	14
Article 19.	Nantissement et cession de créance	14
Article 20.	Dispositions diverses	15
20.1.	Sous-traitance	15
20.2.	Modification de l'accord-cadre	15
20.3.	Clauses de réexamen	15
Article 21.	Statut des prestations fournies.....	15
Article 22.	Résiliation	15
22.1.	Résiliation de l'accord-cadre.....	15
22.2.	Résiliation d'un marché subséquent.....	16
22.3.	Résiliation pour manquement à l'obligation de confidentialité	16
Article 23.	Exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire.....	16
Article 24.	Réversibilité	16
Article 25.	Contentieux et litiges	17
Article 26.	Dérogation au CCAG-TIC	17
Annexe 1-	Liste des membres du groupement.....	18

Préambule – Définitions

Terminologie

CCP : Code de la commande publique

Acheteur

Pour l'accord-cadre l'acheteur est le coordonnateur du groupement de commandes.

Pour les marchés subséquents, l'acheteur désigne chaque membre du groupement de commandes.

Personne habilitée à signer l'accord-cadre

Monsieur le Commissaire Général ou son représentant, en tant que coordonnateur du groupement de commandes

Personne responsable des marchés subséquents passés sur la base du présent accord-cadre

Chaque acheteur (ou représentant) membre de la convention de groupement de commandes passant un marché subséquent

Procédure de passation de l'accord-cadre

Appel d'offres ouvert, en application des articles R.2124-1 et R.2161-2 à R.2161-5 du CCP.

Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R.2191-60 du CCP pour le présent accord-cadre

Monsieur le Commissaire Général ou son représentant ayant reçu subdélégation.

Ordonnateur de l'accord-cadre

L'Ordonnateur de l'accord-cadre est le représentant légal du groupement de commandes

Comptable public assignataire de l'accord-cadre

Le comptable public assignataire est propre à chaque acheteur.

Chaque marché subséquent conclu sur le fondement de l'accord-cadre précisera l'imputation budgétaire propre à chaque acheteur passant ce marché subséquent.

Article 1. Caractéristiques principales de l'accord-cadre et des marchés subséquents

1.1. Objet de l'accord-cadre

L'objet de cet accord-cadre et des marchés subséquents qui seront conclus sur son fondement est la réalisation d'une prestation de services relative à l'installation, l'initialisation, l'administration, la maintenance, la formation, l'hébergement et l'exploitation de Plateformes organisant et diffusant l'information géographique sur la base de l'outil PRODIGE.

Cet accord-cadre porte sur des prestations de services informatiques.

Le contenu précis des prestations est défini dans le Cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

1.2. Forme, type et montant de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est mono-attributaire.

L'accord-cadre est conclu sans minimum, avec un maximum de 700 000 € hors taxes sur sa durée maximale de quarante-huit (48) mois toutes reconductions comprises.

L'accord-cadre n'est pas alloti car la dévolution en lots séparés est de nature à rendre techniquement difficile et financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

Il s'exécute par la conclusion de marchés subséquents à bons de commande passés par chacun des bénéficiaires du présent accord-cadre.

1.3. Périmètre de l'accord-cadre

Une convention constitutive de groupement de commandes a été conclue entre le Commissariat Général au Développement Durable (CGDD), des établissements publics et autres organismes, conformément à l'article L. 2113-7 du code de la commande publique.

Les bénéficiaires de l'accord-cadre figurent en annexe 1 du présent CCAP.

Article 2. Désignation du coordonnateur

Le laboratoire d'innovation ECOLAB du service de la Recherche et de l'Innovation (SRI) au sein du Commissariat Général au développement durable (CGDD) des ministères Transition écologique, Aménagement du Territoire, Transports, Ville et Logement (MTEATTVL) est désigné coordonnateur par les membres du groupement de commandes.

Article 3. Durée

3.1. Durée de l'accord-cadre et délai de réalisation

Cadre général

Dans le respect des dispositions de l'article L.2125-1 1° du Code de la Commande Publique (CCP), la durée du présent accord-cadre ne pourra pas dépasser quarante-huit (48) mois.

Il est conclu à compter de sa notification, pour une durée initiale de douze (12) mois.

Reconduction de l'accord-cadre

L'accord-cadre peut être reconduit trois (3) fois, pour une période de douze (12) mois chacune, par tacite reconduction sans que sa durée totale puisse excéder quarante-huit (48) mois.

Le Titulaire ne peut refuser la reconduction du présent accord-cadre conformément aux dispositions de l'article R. 2112-4 du code de la commande publique, ni s'opposer à la décision de non reconduction, ni prétendre à une quelconque indemnité.

Dans le cas d'une non-reconduction, une décision est notifiée au titulaire au moins deux mois avant la date de fin de validité de l'accord-cadre.

3.2. Durée des marchés subséquents et délai de réalisation

La durée maximale d'exécution de chaque marché subséquent sera fixée lors de la consultation correspondante.

La durée d'exécution du marché subséquent pourra excéder la durée de validité de l'accord-cadre cependant aucune nouvelle notification de marchés subséquents ne sera signée au-delà de la limite de validité de l'accord-cadre, soit quatre (4) ans après sa notification.

Dans l'hypothèse où l'accord-cadre ne serait pas reconduit, les marchés subséquents conclus continuent à s'exécuter jusqu'à leur terme.

Article 4. Procédure de passation

Le présent accord-cadre est passé selon la procédure formalisée avec appel d'offres ouvert prévue aux articles R. 2124-1, R. 2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique.

Cet appel d'offres fait l'objet de la publication d'un avis d'appel public à la concurrence dans le Bulletin Officiel des Annonces des Marchés Publics (BOAMP) et au Journal Officiel de l'Union Européenne (JOUE) et sur la plate-forme des achats de l'État (PLACE) en application des articles R. 2131-16 et R. 2131-19 à 20 du code de la commande publique.

Il est défini en application des articles R. 2162-2 à R. 2162-5 et R. 2162-13 à 14 du code de la commande publique.

Article 5. Lieu d'exécution

Les prestations auront lieu selon les cas dans les locaux du titulaire (majoritairement) et dans les locaux du membre ayant émis la commande.

Article 6. Pièces constitutives de l'accord-cadre

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-TIC, les pièces constitutives de l'accord-cadre, énumérées ci-après par ordre décroissant de priorité, sont :

- L'acte d'engagement (ATTRI1) et son annexe financière « bordereau des prix unitaires » (BPU),
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe indiquant la liste des membres du groupement de commandes ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et son annexe 1 « fiche d'évaluation » ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (CCAG-TIC), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021,
- La lettre de candidature DC1,
- La déclaration du candidat DC2,
- L'offre technique et financière du Titulaire, et ses éventuelles annexes.

En cas de contradiction ou de différence entre les documents du Titulaire et les clauses du marché, seules prévalent les clauses du CCAP et du CCTP, les pièces de marché prévalent entre elles dans l'ordre où elles sont mentionnées ci-dessus.

En cas de contestations, seul fait foi l'exemplaire original des pièces particulières conservées dans les archives du CGDD.

Article 7. Pièces à fournir en cours d'exécution de l'accord-cadre

Le Titulaire s'engage à fournir tous les six (6) mois, à compter de la notification de l'accord-cadre et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D. 8222-5 ou D. 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le Titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par les ministères Transition écologique, Aménagement du Territoire, Transports,

Ville et Logement (MTEATTVL) – Commissariat général au développement durable (CGDD), à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>

Les documents et attestations mentionnés ci-dessus doivent être rédigés en langue française ou, à défaut, être accompagnés d'une traduction en français.

Article 8. Modalités d'exécution des prestations

8.1. Représentation des parties

8.1.1 Représentation de l'acheteur

L'acheteur, ou le membre du groupement désigne un représentant et son remplaçant pour les besoins d'exécution de l'accord-cadre.

Les noms du représentant désigné et son suppléant sont portés à la connaissance du Titulaire et des membres du groupement au plus tard lors de la notification de l'accord-cadre.

L'acheteur notifie toute modification de l'interlocuteur au Titulaire.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution de l'accord-cadre. Les prestations auront lieu selon les cas dans les locaux du titulaire et dans les locaux du membre ayant émis la commande.

8.1.2 Représentant du Titulaire

Le Titulaire désigne un représentant et son suppléant habilités à le représenter auprès de l'acheteur pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre et des bons de commande émis.

Cette ou ces personne(s) veillera(ont) à ce que, à chaque période ou étape de l'exécution de l'accord-cadre, les ressources et moyens nécessaires soient mis en œuvre pour assurer la bonne exécution des prestations.

Cet ou ces interlocuteurs sont désignés dans l'offre du Titulaire.

Le Titulaire s'engage à informer, sans délai, le coordonnateur du groupement de commandes et chaque membre du groupement de toute modification d'interlocuteur désigné.

A défaut de désignation ou dans l'attente de celle-ci, les signataires de l'acte d'engagement sont les seules habilités à engager chaque partie prenante.

8.2. Modalités d'exécution

8.2.1 Modalités d'exécution de l'accord-cadre

L'accord-cadre est exécuté par la conclusion de marchés subséquents.

Le montant maximum de 700 000€ HT (sept cent mille euros hors taxes) sera exécuté au fur et à mesure des marchés subséquents de chaque membre conformément aux articles R. 2162-7 à R.2162-9 et R.2162-13 à R.2162-14 du code de la commande publique.

Les membres du groupement de commandes passent leur marché subséquent avec le titulaire de l'accord-cadre.

Les coordonnées des membres seront communiquées au Titulaire à la notification de l'accord-cadre.

8.2.2 Modalités d'exécution des marchés subséquents

Chaque membre du groupement est responsable de l'exécution du marché subséquent conclu. Il est tenu de présenter au coordonnateur du groupement de commandes a minima une fois par année civile les engagements et les paiements réalisés pour chaque année.

Pour chaque marché subséquent, les délais maximaux d'exécution des prestations sont indiqués dans l'offre correspondante, sans que celui-ci n'excède la durée maximale de validité de quatre (4) ans.

La notification de ces marchés peut intervenir à tout moment pendant la période de validité de l'accord-cadre.

Emission et exécution des bons de commande

Les bons de commandes peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché, mais les délais maximaux de leur exécution sont indiqués dans l'offre des marchés subséquents respectifs. Ces délais ne tiennent pas compte des périodes de validation incombant au maître d'ouvrage.

Les prix des marchés subséquents sont établis sur la base du bordereau de prix de l'accord-cadre.

Les marchés subséquents ne peuvent comprendre que les prestations répertoriées à l'accord-cadre.

Facturation

Seules les prestations réellement réalisées donneront lieu à facturation.

Toutes les modalités de règlement seront précisées dans chaque marché subséquent établi par le membre du groupement de commandes.

8.3. Obligation des co-contractants

8.3.1. Obligations communes

Le Titulaire et le membre du groupement sont tenus à une obligation de confidentialité en ce qui concerne les informations recueillies au cours ou à l'occasion de l'exécution des prestations objet du marché. Ils sont tenus par l'obligation de discrétion.

8.3.2. Obligations du Titulaire

– Forme juridique de l'attributaire

L'accord-cadre peut être attribué à une entreprise individuelle ou à un groupement d'entreprises, sous forme conjointe ou solidaire.

En cas d'attribution de l'accord-cadre à un groupement conjoint, le mandataire du groupement est solidaire, pour l'exécution de l'accord-cadre, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles.

– Confidentialité et mesures de sécurité

- Le Titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du marché, a connaissance d'informations ou reçoit communication de documents ou d'éléments de toute nature, présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.
- Une information confidentielle désigne toute information de quelque nature (y inclus la méthodologie, la documentation, les informations ou le savoir-faire), sous quelque forme que ce soit (y inclus sous forme orale, écrite, magnétique ou électronique), sur tout support dont l'acheteur est propriétaire ou titulaire, et qui est communiquée au titulaire, ou obtenue de toute autre façon par ce dernier dans le cadre de ses relations avec l'acheteur. Le titulaire et son personnel, et le cas échéant ses co-traitants et ses sous-traitants, ne peuvent l'utiliser que pour l'accomplissement des prestations prévues au marché.
- Le titulaire doit informer ses co-traitants et ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.
- Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments :
 - qui étaient dans le domaine public au moment de leur divulgation ou que l'acheteur aurait lui-même rendus publics pendant l'exécution du marché ;
 - signalés comme présentant un caractère non confidentiel et relatifs aux prestations du marché ;
 - qui ont été communiqués au titulaire par un tiers ayant légalement le droit de diffuser ces informations, documents ou éléments, comme le prouvent des documents existant antérieurement à leur divulgation.

- La violation de l'obligation de confidentialité par le Titulaire, et indépendamment des sanctions pénales éventuelles encourues, peut entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

Par dérogation à l'article 50 du CCAG-TIC, la résiliation prend effet dès le lendemain de sa notification sans mise en demeure préalable.

- Le Titulaire et ses personnels s'engagent à prendre toutes mesures utiles pour protéger et conserver dans les bonnes conditions de sécurité, le matériel et les documents quelle qu'en soit la forme ou le support, qui lui seront confiés par le membre du groupement pour l'accomplissement de sa mission. Il s'oblige à en préserver la confidentialité.

L'obligation de confidentialité continue pendant une durée d'un (1) an après expiration du présent accord-cadre.

Les marchés subséquents fixent des clauses spécifiques quant aux obligations de discrétion du Titulaire.

– **Obligation de conseil**

Le Titulaire est tenu à une obligation permanente de conseil et d'information du membre du groupement sur toute mesure propre à améliorer le service.

Ce devoir de conseil s'exerce tout au long de l'exécution des prestations, sur tout point lié à l'objet de l'accord-cadre.

Sur le plan fonctionnel et technique, le Titulaire garantit que l'ensemble de ses conseils, préconisations et documents techniques sont conformes aux dispositions légales et réglementaires en vigueur applicables aux marchés publics.

Il garantit, à ce titre, la validité des documents qu'il remet aux membres du groupement.

Le Titulaire engage sa responsabilité en cas d'irrégularité imputable à ses prestations ayant conduit à l'annulation d'une procédure ou l'abandon de l'exécution d'une commande.

– **Obligations diverses sur changements affectant la société**

Durant la période de validité de l'accord-cadre et des marchés subséquents conclus sur son fondement, le Titulaire est tenu de communiquer par écrit et sans délai, au coordonnateur et membres de groupements concernés tout changement ayant une incidence sur le statut de la société, y compris les changements d'intitulé de son compte bancaire. Il produit à cet effet, un extrait K bis ou tout autre document justifiant de ce changement ainsi qu'un nouveau relevé d'identité bancaire ou postal.

Le Titulaire doit informer l'acheteur de tout projet de fusion ou d'absorption de l'entreprise Titulaire et de tout projet de cession de l'accord-cadre dans les plus brefs délais et produire les documents et renseignements utiles qui lui seront notifiés concernant la nouvelle entreprise à qui l'accord-cadre est transféré ou cédé.

En cas d'acceptation de la cession de l'accord-cadre par l'acheteur, elle fera l'objet d'un avenant constatant le transfert de l'accord-cadre au nouveau Titulaire.

S'il néglige de se conformer à cette présente disposition, le Titulaire est informé que la personne publique ne saurait être tenue pour responsable des retards de paiement.

Le cas échéant, cet article s'applique également aux sous-traitants et/ou co-traitants

Article 9. Responsabilité du Titulaire

Le Titulaire est responsable de la bonne exécution des prestations objet du des marchés conclus sur la base du présent accord-cadre. Il ne saurait dégager sa responsabilité de toute intervention extérieure dans l'exécution des prestations telles que décrites dans l'ensemble des pièces contractuelles, sauf à rapporter la preuve que le fait à l'origine du non-respect de ses engagements contractuels ne lui est pas imputable.

Article 10. Protection des données à caractère personnel

Pour l'exécution du marché public, Le Titulaire et le cas échéant ses sous-traitants est tenu au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment :

- le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données - RGPD).
- la loi n°78-17 du 16 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Le Titulaire devra respecter ces deux lois et le règlement européen, concernant les données et leur traitement, et notamment les articles 34 à 36 de la loi n°78-17 susvisée relatives à la sécurité et à la confidentialité des données, ainsi que les articles 28 et 29 du RGPD susvisé.

Chaque membre du groupement désigne au Titulaire pour son marché subséquent un responsable du traitement et la boîte fonctionnelle correspondante pour échange par courrier électronique.

Le Titulaire communique au membre du groupement le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du RGPD.

Il est rappelé que le caractère public des données n'exempte pas le responsable du traitement et le Titulaire de respecter les obligations imposées par le RGPD.

En cas d'évolution de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications nécessaires pour se conformer aux règles nouvelles, donneront lieu à la signature d'un acte modificatif par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par l'acheteur.

10.1. Obligations générales de conformité et de confidentialité

Le Titulaire s'engage à :

1. Respecter les instructions documentées du responsable de traitement et n'effectuer aucun traitement à d'autres fins, notamment commerciales.
2. Garantir la confidentialité des données, y compris par ses personnels et sous-traitants, avec engagement écrit de ceux-ci.
3. Ne conserver et ne copier les données que dans la mesure strictement nécessaire à l'exécution du marché.
4. Prévenir toute utilisation détournée ou frauduleuse des informations et documents traités.
5. Restituer et/ou détruire toutes les données et copies au terme de la prestation, selon les instructions du responsable de traitement.
6. Informer immédiatement le responsable de traitement si une instruction est, selon lui, contraire au RGPD ou à toute autre disposition applicable.

10.2. Obligations opérationnelles et techniques de protection des données

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre toutes les mesures techniques, organisationnelles et juridiques nécessaires pour garantir la protection des données, comprenant notamment :

a) Sécurité et gestion des accès

- Contrôle des accès physiques et logiques.
- Selon les besoins : chiffrement, pseudonymisation et cloisonnement des données.
- Journalisation et archivage sécurisé.
- Sauvegarde et plan de restauration adaptés.
- Lutte contre les logiciels malveillants et sécurisation des équipements.

b) Gestion des sous-traitants

- Information préalable et accord écrit du responsable de traitement avant tout recours à un sous-traitant ultérieur.

- Imposition des mêmes obligations contractuelles à tout sous-traitant.
- Responsabilité pleine et entière du Titulaire vis-à-vis des actions des sous-traitants.

c) Droits des personnes concernées

- Assistance au responsable de traitement pour répondre aux demandes d'exercice des droits (accès, rectification, effacement, opposition, portabilité, limitation, absence de décision individuelle automatisée, y compris le profilage).
- Transmission immédiate au responsable de traitement de toute demande reçue directement.

d) Gestion des incidents

- Notification au responsable de traitement, dans les plus brefs délais et si possible sous 72h, de toute violation de données (confidentialité, intégrité ou disponibilité).
- Transmission des éléments nécessaires pour l'évaluation et la notification à l'autorité de contrôle et, le cas échéant, aux personnes concernées.

e) Conception et gouvernance

- Intégration des principes de protection des données dès la conception et par défaut dans les outils et services fournis.
- Mise à disposition de la documentation nécessaire au contrôle du respect des obligations.
- Collaboration active lors d'audits ou d'inspections.

10.3. Documentation et contrôle

Le Titulaire tient à jour un registre des activités de traitement effectuées pour le compte du responsable de traitement et met à disposition la documentation prouvant le respect des obligations légales.

Les engagements du titulaire sont précisés de manière complémentaire dans les articles 2.5.4. Confidentialité et 3.2.2. Exigences de sécurité du CCTP.

10.4. Sanctions

Sans préjudice des sanctions prévues par l'article 226-13 du Code Pénal, des pénalités s'appliquent en cas de méconnaissance de la réglementation concernant le traitement des données à caractère personnel ou en cas de violation des obligations de sécurité ou de confidentialité qui, si elles impliquent des données à caractère personnel, ces pénalités correspondent à 2 % du montant exécuté du marché à la date de constatation du fait générateur ou 0,5 % de ce montant si elles n'impliquent pas de données à caractère personnel.

Article 11. Considérations sociale et environnementale

11.1. Considération sociale

Le Titulaire présentera les dispositifs d'amélioration des relations et conditions de travail mises en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché, notamment de bien-être au travail et mesures prises en faveur de l'économie locale, la pérennité des emplois et l'évolution en interne, pour lutter contre les discriminations et pour gérer la santé et la sécurité au travail...(exemple : Labels RSE, ou équivalents, reconnus par l'Etat...) et en lien avec l'article 2.3 du CCTP.

11.2. Clause environnementale

Dans le cadre de l'exécution du marché et en lien avec l'article 2.3 du CCTP, le Titulaire établira un document explicitant ses actions d'écoresponsabilité en matière de développement durable et ses méthodes d'application.

Communication du bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES) et du plan de transition associé

Il est fait application de l'article L.229-25 du code de l'environnement afin de vérifier le respect, par les titulaires qui y sont soumis, de leur obligation d'établir et de publier leur bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES) et le plan de transition pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre (GES) présentant les objectifs, moyens et actions envisagés à cette fin et, le cas échéant, les actions mises en œuvre lors du précédent bilan.

Ainsi, le titulaire soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement communique à l'acheteur son BEGES et le plan de transition associé.

Si tout ou partie de ces documents n'ont pas été transmis au stade de la candidature, alors le titulaire les transmet dans un délai maximum de six (6) mois après la date de notification du marché.

Également, si le BEGES communiqué au stade de la candidature ou après la notification du marché arrive à échéance durant l'exécution de ce dernier, un nouveau BEGES (et son plan de transition associé) est transmis par le titulaire à l'acheteur, au plus tard six (6) mois après la date d'expiration du BEGES initial.

La communication du BEGES doit impérativement être effectuée en utilisant le site internet de l'ADEME :

<https://bilans-ges.ademe.fr/>

conformément à l'article L. 229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plateforme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre.

Les plans de transition sont communiqués sur cette même page ; toutefois, les titulaires soumis aux obligations de déclaration extra-financière peuvent communiquer leur plan via leur rapport de performance extra-financière prévue à l'article L. 225-102-1 du code de commerce ; ils indiquent à l'acheteur le lien internet lui permettant d'accéder à ce document.

Article 12. Modalités d'exécution de l'accord-cadre

La réception est l'acte par lequel l'acheteur accepte avec ou sans réserve, les prestations exécutées.

12.1. Opérations de contrôle

Les opérations de contrôle sont effectuées en application du CCAG-TIC.

12.2. Opération de vérification

Les opérations de vérification sont réalisées par le titulaire dans les conditions de l'article 29 du CCAG-TIC.

Article 13. Garantie

Les prestations font l'objet de la garantie prévue au CCAG TIC en application de son article 36.

Cette garantie couvre les éléments contenus dans la maintenance prévue aux articles 3.3.2 et 3.3.3. du CCTP.

La garantie minimale d'un (1) an prend effet à compter de la date de notification de la décision de réception.

Au titre de la garantie, le Titulaire est tenu, a minima, d'assurer la maintenance définie aux articles 38 à 40 du CCAG-TIC. Il est soumis à une obligation de résultat concernant les prestations exécutées.

Article 14. Pénalités

14.1. Dispositions générales

Tout manquement du Titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalités et s'applique selon les modalités du CCAG/TIC sauf dérogations ci-dessous.

14.2. Pénalités de retard dans l'exécution

Par dérogation aux dispositions de l'article 14 du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (CCAG-TIC), il sera fait application au Titulaire de pénalités mentionnées ci-dessous si des dépassements des délais sont constatés dans l'exécution des prestations commandées.

- Une pénalité journalière de 50 € sera appliquée pour le dépassement de la date définie par le marché subséquent, à la condition que cette dernière soit postérieure d'au moins un mois à la date de notification du marché subséquent, pour :
 - l'installation Prodige noyau, ou module satellite,
 - la mise en service d'un serveur de test et de formation,

- la mise à disposition de disques durs supplémentaires, d'un FTP aux capacités augmentées, d'un nombre de connexions simultanées augmentées, d'un filtrage sur adresse IP, d'un service de transfert de fichiers,
- la réalisation de la prestation de réversibilité.
- Une pénalité journalière de 50 € sera appliquée en ce qui concerne l'administration déléguée d'une Plateforme pour :
 - le dépassement dans l'exécution d'un ordre d'intervention émanant de la Plateforme, au-delà de 2 jours par rapport à la date de passation de l'ordre.
- Une pénalité de 50 € sera appliquée, dans le cadre d'un contrôle hebdomadaire, en cas de non-respect :
 - de la qualité définie pour la gestion de la responsabilité,
 - des temps de réponse,
 - du nombre de connexions simultanées demandé par la Plateforme,
 - du délai de rétablissement après incident
 - du délai de maintenance urgente
 - de la période de supervision.
- Une pénalité forfaitaire de 500 € sera appliquée en cas de :
 - indisponibilité des données de sauvegarde.

14.3. Pénalités pour non-respect des engagements environnementaux

En cas de non-respect des engagements environnementaux pris par le titulaire dans son offre, il sera appliqué une pénalité de 50 euros par jour et par non-conformité constatée et jusqu'à la levée de celle-ci.

Article 15. Forme et contenu des prix de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre conclu sans minimum avec un maximum de 700 000 € hors taxes est passé à prix unitaires fermes sur l'ensemble de sa durée d'exécution.

Les marchés subséquents seront passés sur la base des prix indiqués dans l'annexe financière bordereau des Prix Unitaires (BPU) à l'accord-cadre.

Les prix des prestations, tel que mentionné dans le BPU du candidat, est réputé comprendre tous les frais afférents à la bonne exécution de la prestation. Aucun frais supplémentaire ne sera pris en compte.

Le prix indiqué comprend obligatoirement l'ensemble des charges relatives à la prestation notamment les frais de déplacement, ainsi que les frais de transport, de livraison et de conditionnement.

Le candidat certifie que les prix de référence qui ont servi à établir les prix du présent marché n'excèdent pas ceux de son tarif pratiqué à l'égard de l'ensemble de sa clientèle.

Les prix indiqués s'entendent hors taxes et seront majorés de la taxe sur la valeur ajoutée au taux légal en vigueur lors de la réalisation du fait générateur c'est-à-dire de la réalisation des prestations.

Article 16. Avance

Sauf refus du Titulaire dûment stipulé dans l'acte d'engagement, une avance de 35 % pour les petites et moyennes entreprises et de 5 % pour les grandes entreprises, pourra être accordée au titulaire et sous-traitants éventuels des marchés conclus sur la base de l'accord-cadre dans les conditions prévues aux articles R. 2191-3 à R. 2191-10 du code de la commande publique.

L'avance est versée pour chaque bon de commande dont le montant est supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution dépassant deux mois, et remboursée suivant les articles R.2191-16 à 18 du code de la commande publique.

Le règlement de l'avance interviendra dans les trente (30) jours à compter de la notification de chaque marché subséquent.

Les modalités de remboursement de l'avance s'effectueront conformément aux dispositions des articles R.2191-11 du code de la commande publique.

Article 17. Modalités financières

Le paiement est effectué par virement au compte du Titulaire.

Les modalités financières propres à chaque membre du groupement de commandes seront précisées dans les actes relatifs aux marchés subséquents.

17.1. Modalité de facturation

La demande de paiement (facture) n'est recevable qu'après validation de la prestation fournie. Elle fera l'objet d'une certification du service fait suivant les dispositions précisées dans chaque marché subséquent du membre du groupement de commande concerné.

En application de l'article R.2192-10 du code de la commande publique, les sommes dues en exécution du présent marché sont payées dans un délai de trente (30) jours.

17.2. Comptable assignataire des paiements

Le comptable assignataire des paiements est le contrôleur budgétaire et comptable de chacun des membres du groupement.

Pour le coordonnateur membre du groupement de commandes, le comptable assignataire des paiements est le contrôleur budgétaire et comptable ministériel.

17.3. Imputation budgétaire de la dépense

Cette dépense sera imputée sur le budget de chacun des membres du groupement de commandes.

Article 18. Assurance

Conformément à l'article 9 du CCAG-TIC, le titulaire de l'accord-cadre doit avoir souscrit un contrat d'assurance responsabilité civile en cours de validité. Ce contrat doit le garantir contre les conséquences pécuniaires de l'engagement de sa responsabilité civile pouvant résulter des dommages corporels ou matériels subis par des tiers ou le membre du groupement à l'occasion de l'exécution des prestations objet du présent accord-cadre.

Le titulaire et les sous-traitants devront remettre, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification des marchés subséquents, une attestation d'assurance justifiant qu'ils sont couverts au titre de la responsabilité civile (RC – articles 1382 à 1384 du code civil) ainsi qu'au titre de la responsabilité professionnelle en cas d'accident ou de tous dommages causés à l'occasion de l'exécution des marchés subséquents.

Article 19. Nantissement et cession de créance

Le présent marché peut faire l'objet d'un nantissement ou d'une cession de créances dans les conditions prévues aux articles R.2191-46 et suivants du code de la commande publique.

Article 20. Dispositions diverses

20.1. Sous-traitance

Pour toutes sous-traitance, le Titulaire se conformera aux articles R.2193-1 à R.2193-22 du code de la commande publique.

20.2. Modification de l'accord-cadre

Le marché pourra être modifié en cours d'exécution en application des articles R. 2194-1 à R. 2194-10 du code de la commande publique.

20.3. Clauses de réexamen

En cas de circonstance que des parties diligentes ne pourraient pas prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviennent, par écrit, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire.

Il est tenu compte, notamment, des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations (entre autres du fait de facteurs externes, par exemple liés au secteur des télécommunications et ses régulations) et des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché.

Article 21. Statut des prestations fournies

Le Titulaire du marché cède, à titre exclusif, l'intégralité des droits ou titres de toute nature afférents aux résultats permettant à l'acheteur de les exploiter librement, y compris à des fins commerciales, pour les destinations précisées dans les documents du marché.

La diffusion et les droits d'exploitations des données produites dans le cadre du marché sous quelque support que ce soit sont cédés à l'acheteur.

Prodige est libre de droits sous licence CECILL V2.0 et doit le rester. Les documents et supports de formation Prodige produits seront en licence Ouverte/Open Licence.

Article 22. Résiliation

22.1. Résiliation de l'accord-cadre

L'accord-cadre peut être résilié par l'Administration, suivants les dispositions du chapitre 8 du CCAG-TIC (sauf dérogation).

Pour le présent accord- cadre et par dérogation aux articles 50 et 51 du CCAG-TIC, aucune indemnité de résiliation n'est due au Titulaire.

Pour inexactitude des renseignements communiqués

L'inexactitude des renseignements communiqués à l'appui des candidatures peut entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts exclusifs du titulaire, sans indemnités.

Lorsque le titulaire est placé dans l'un des cas d'exclusion mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-14 du code de la commande publique.

Suite à une résiliation pour faute d'un marché subséquent

L'acheteur peut prononcer, sans préavis ni indemnité, la résiliation individuelle de l'accord-cadre à l'égard de tout titulaire dont un marché subséquent aurait été résilié pour faute par le service bénéficiaire.

Pour défaut de réponse aux consultations ou en cas de défaillance répétée

Le coordonnateur du groupement de commandes (l'Administration) peut prononcer, sans indemnité, la résiliation de l'accord-cadre à l'égard de tout titulaire dans les conditions ci-après :

- à la 4^{ème} offre non conforme pour les marchés subséquents (notamment, une absence de réponse non justifiée, la remise d'offres irrégulières, un prix supérieur au prix mentionné dans le bordereau de prix plafonds (BPU) pour une prestation identique et sans justification valable).

- à la 5^{ème} exécution défaillante (non-respect des obligations du marché subséquent et/ou d'un bon de commande, défauts qualitatifs, et/ou quantitatifs), après que le Titulaire ait été mis en demeure après chaque non-respect constaté.

La résiliation de l'accord-cadre n'entraîne pas la résiliation des marchés subséquents ou des bons de commande en cours d'exécution.

22.2. Résiliation d'un marché subséquent

La résiliation d'un marché subséquent est de la responsabilité du membre du groupement initiateur du marché.

Le marché subséquent peut être résilié conformément aux dispositions du CCAG de référence (résiliation pour événements extérieurs ou liés au marché, pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général).

La dénonciation ou la résiliation du marché subséquent ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation ou de dénonciation. L'arrêt de l'exécution des prestations par le Titulaire entraîne la résiliation du marché en application de l'article 41 du CCAG-TIC.

L'acheteur peut mettre fin à l'exécution des prestations des marchés-subséquents pour faute du Titulaire concernant la maintenance des prestations et leurs conditions de sécurité décrites aux articles 39 et 40 du CCAG-TIC.

L'arrêt de l'exécution des prestations par le Titulaire entraîne la résiliation du marché subséquent en application de l'article 41 du CCAG-TIC.

Le pourcentage de l'indemnité de résiliation pour motif d'intérêt général est prévu dans les pièces du marché subséquent. A défaut de mention dans les pièces contractuelles du marché subséquent, le montant de l'indemnité correspond à 5% du montant hors taxes non exécuté du marché subséquent.

22.3. Résiliation pour manquement à l'obligation de confidentialité

La décision de résiliation est notifiée au Titulaire et prend effet selon les conditions décrites dans le CCAG-TIC, par dérogation à l'article 50 du CCAG-TIC, l'accord-cadre pourra être résilié aux torts du Titulaire. La résiliation pourra être prononcée sans indemnité ni mise en demeure préalable et prendra effet le lendemain de sa notification, en cas de manquement à l'obligation de confidentialité du Titulaire, et sans préjudice des sanctions prévues à l'article 226-13 du code pénal.

Le cas échéant, le bénéficiaire peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du Titulaire, dans les conditions prévues au CCAG de référence (article 54.4 du CCAG-TIC).

Article 23. Exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire

Les dispositions de l'article 54 du CCAG/TIC portant sur l'exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire s'appliquent au présent marché.

Article 24. Réversibilité

L'offre du candidat décrira l'organisation mise en place pour la phase de réversibilité conformément aux dispositions du CCTP.

Quelles que soient les conditions de sortie du présent accord-cadre, le titulaire s'engage à assurer la réversibilité complète de tout ou partie des prestations objet du présent accord-cadre et particulièrement les données concernées, à tout mettre en œuvre sur les plans juridiques, humains et matériels afin de permettre au membre ou à tout tiers mandaté par le membre de reprendre dans les meilleures conditions l'exécution des prestations concernées.

Pendant toute la phase de réversibilité, le titulaire conseille le membre et le tiers désigné par lui et s'engage à leur fournir les informations nécessaires pour leur permettre de préparer la réversibilité, à l'exception des informations ayant un caractère confidentiel ou relevant du savoir-faire ou des méthodes du titulaire, de ses fournisseurs ou sous-traitants éventuels.

A l'achèvement du marché subséquent ou en cas de résiliation, chaque membre du groupement peut commander une prestation de réversibilité, qui débute à la date mentionnée sur le bon de commande, afin d'assurer le transfert du savoir-faire acquis au cours du marché vers ses agents ou employés, ou permettre à un autre prestataire choisi par celui-ci d'assurer la continuité du service dû et effectué par le prestataire pendant le marché. Cette prestation fera l'objet d'un bon de commande spécifique d'une unité d'œuvre forfaitaire couvrant tous les aspects liés au transfert de compétence vers les agents ou employés du membre du groupement et/ou du prestataire choisi par elle (documentation technique, manuels d'utilisation, formation ad-hoc), ainsi que la fourniture des données contenues dans la Plateforme sur un support disque dur et, si nécessaire, les scripts de migration des données.

Une copie sera également fournie au membre du groupement commanditaire pour archivage à la fin du contrat.

Article 25. Contentieux et litiges

Le règlement amiable des conflits est préconisé par l'établissement d'une transaction en application des articles 2044 et suivants du code civil conformément à l'article L. 2197-5 du code de la commande publique.

Dans le cas où le règlement amiable est impossible, le conflit sera porté devant le tribunal administratif compétent pour chacun des membres du groupement de commande.

Article 26. Dérogation au CCAG-TIC

Les dérogations au CCAG sont présentées dans le tableau récapitulatif des dérogations ci-après :

Article du présent CCAP	Dérogation aux Articles du CCAG-TIC
Article 6	Article 4.1
Article 8.3 « Obligation des co-contractants » Article 22.1 « Résiliation de l'accord-cadre » Article 22.3 « Résiliation pour manquement à l'obligation de confidentialité »	Article 50
Article 14.2 « Pénalités pour retard dans l'exécution »	Article 14
Article 22.1 « Résiliation de l'accord-cadre »	Article 51

Annexe 1- Liste des membres du groupement

- ECOLAB Commissariat Général au Développement Durable (CGDD) / Ministères Transition écologique, Aménagement du Territoire, Transports, Ville et Logement (MTEATTVL) ;
- Ministère Santé et de la Prévention- Direction du numérique (DNUM) SCN SIM ARS ;
- Secrétariat Général pour les Affaires Régionales (SGAR) Auvergne Rhône Alpes ;
- Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) Auvergne Rhône Alpes ;
- Groupe d'Intérêt Public RECIA ;
- Agence de l'Urbanisme et de Développement de la Guyane (AUDEG) ;
- Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DEAL) de la Martinique ;
- Association Géomartinique ;
- Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) Occitanie ;
- Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) Nouvelle Aquitaine ;
- Préfecture de région- Secrétariat Général pour les Affaires Régionales (SGAR) Nouvelle-Aquitaine ;
- Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) Pays de la Loire.